

## **Relever le taux d'activité et préserver la qualité de la longue vie : un double défi politique**

Jacques Barrot

*Député, ancien ministre, président du Conseil général de la Haute-Loire*

Tout d'abord, je tiens à vous remercier de m'avoir convié à clôturer cette intéressante réunion. La journée a été très riche. Je retiendrai en premier lieu les propos du Pr Pierre Godeau, selon lesquels l'avènement d'un troisième âge d'une durée croissante avec préservation de l'autonomie totale et de la plénitude des facultés physiques et intellectuelles n'est plus une illusion. Je vous remercie de travailler à ce que ce vœu devienne une réalité pour nous tous. Je connais et apprécie le Pr Françoise Forette pour avoir été souvent amené à la consulter quand nous avons dû traiter de la dépendance et de la manière dont on doit essayer de la prendre en charge de façon équitable et efficace. L'expérience montre que l'on n'est pas encore au bout du chemin... je tiens à la remercier publiquement de toute son expertise, qu'elle n'hésite pas à mettre au service des hommes politiques. Il est vrai que tout finit ou tout commence par la politique. En France, notre problème politique majeur sur la longévité va consister à changer le regard des Français sur une société dont les données démographiques vont évoluer brutalement. Nous vivions jusqu'ici et nous vivons encore dans une population dont, grosso modo, une personne sur cinq a dépassé 60 ans. Vers les années 2050, c'est une personne sur trois qui aura plus de 60 ans. Il faut absolument que nous parvenions assez rapidement à modifier le regard de nos compatriotes sur la société. Si nous n'anticipons pas ce changement, toutes nos politiques vont être en décalage, en retard sur la réalité. Depuis un certain nombre d'années, notre problème a été de lutter contre le chômage. Nous étions dans une société jeune où il fallait que les jeunes énergies trouvent leur place rapidement. Maintenant nous allons, par une sorte d'inversion complète, devoir chercher des énergies supplémentaires pour une société qui en manquera. D'une certaine manière, il faut complètement inverser les choses. Ce n'est pas une tâche facile, car les habitudes sont bien ancrées. On s'entend dire couramment : « Si vous voulez créer de l'emploi, demandez donc à tel ou tel actif de se retirer ! Il est arrivé à un âge où il est moins créatif, par conséquent, retirez-le du marché du travail pour recruter un chômeur... ». Tous ces réflexes, il va falloir les retirer pour que nous puissions

aborder les deux grands défis que je voudrais souligner, qui sont des vrais défis politiques.

## **RELEVER À TOUT PRIX LE TAUX D'ACTIVITÉ**

Le premier défi consiste à relever à tout prix le taux d'activité de notre pays. Nous sommes l'un des pays développés où le taux d'activité des 55–65 ans est le plus bas. Cette situation fragilise la France. Le travail français est considéré dans l'ensemble par tous les spécialistes du travail comme efficace et de grande qualité. Le problème, c'est que nous allons être l'un des pays dont le taux d'activité sera le plus faible par tête d'habitant en âge de travailler. Il faut absolument prendre conscience et faire prendre conscience de ce premier défi. Pour le relever, il est incontestable qu'il faudra préserver le travail d'un plus grand nombre de seniors. Le deuxième défi consiste, après avoir gagné la bataille de l'allongement de la vie, à gagner celle de la qualité de la vie. Il est essentiel pour notre pays de relever ces deux défis, si nous ne voulons pas entrer dans une guerre des générations.

Pour relever le taux d'activité, il faut absolument, je l'ai dit, que nous augmentions le taux d'activité des 55–65 ans. Il ne s'agit pas d'appliquer une méthode autoritaire, ni un discours moralisateur. Il ne s'agit pas de dire : « On ne va plus pouvoir payer les retraites. Allez, mes amis aux cheveux blancs, au boulot, il faut bien payer des cotisations ». Ce n'est évidemment pas comme cela qu'il faut s'y prendre. Il faut faire appel au plaisir de rester un senior actif et, par conséquent, il faut que nous ayons des systèmes d'incitation pour conduire les seniors à rester plus longtemps dans la vie active. Je pense que la réforme des retraites devrait à ce sujet nous apporter des éléments tout à fait déterminants. En nous dégageant de cette problématique stupide d'un âge couperet de la retraite et en proportionnant le montant des cotisations et leur durée aux retraites servies, nous inciterons un certain nombre de gens à prolonger un peu leur vie active, à temps plein ou à temps partiel, pour avoir ensuite une retraite plus conséquente. Cela passe aussi par un aménagement des fins de carrière, avec un recours plus fréquent pour le senior au mi-temps ou au temps partiel pour le senior. Cela veut dire aussi, et c'est un point auquel je suis personnellement très attaché, sortir du « tout-salariat ». Nous devons progressivement avoir des formes de travail qui soient beaucoup plus autonomes, parce qu'il est bon qu'un senior puisse, après avoir été cadre salarié dans une entreprise, être consultant, organiser son temps à sa manière, à son rythme et avoir la véritable autonomie à laquelle il est en droit de prétendre. Pour faciliter cette évolution, on peut imaginer de faire sauter le verrou actuel qui interdit à un senior qui continue son activité de toucher sa retraite. Vous avez là toute une palette de moyens qui doit nous permettre de maintenir les seniors en activité. Je parle ici d'activités professionnelles, je parlerai ensuite des autres formes d'activité. C'est important, je pense, pour les seniors eux-

mêmes, qui restent ainsi dynamiques et actifs, mais c'est absolument capital pour l'économie française. Nous n'avons pas d'autre choix que de remonter le taux d'activité, et nous n'y parviendrons pas sans qu'un certain nombre de seniors travaillent. J'entends parfois, dans certains milieux, parler de la réforme des retraites uniquement en termes de durée de cotisations : 40 ans pour tout le monde pour commencer, et s'il le faut 45 ans de durée de travail. Ce langage ne me paraît pas le meilleur pour faire comprendre le problème dans ce pays. Lorsqu'un senior continue sa vie active au-delà de 60 ans, il allège déjà le poids de l'exercice et il serait faux de faire uniquement des calculs actuariels. Il faut penser que si nous remontons le taux d'activité général, le problème des retraites sera moins aigu. Il s'agit à la fois de résoudre un problème national et d'éviter la guerre des générations. Ces seniors que l'on maintient en activité sont, par définition, en mesure de rendre service au pays et ils en tirent aussi bénéfice pour eux-mêmes en restant des gens motivés par une vie professionnelle qui ne s'arrête pas brutalement du jour au lendemain. J'espère vous avoir fait bien comprendre les enjeux de ce premier défi.

## **UN BEL AUTOMNE PLUTÔT QU'UN DÉBUT D'HIVER**

Le deuxième défi concerne ce qui se passe après l'arrêt de l'activité. En effet, même à Rome, il a fallu que les cardinaux s'arrêtent à 75 ans. On ne peut pas imaginer une vie professionnelle interminable. Il y a bien un moment où, en effet, la vie professionnelle s'arrête. C'est à ce moment-là que j'insisterai sur la qualité de cette vie qui se prolonge, qui doit rester une vie évidemment. Françoise Forette a écrit et dit des choses fortes sur ce point : une vie de qualité, une vie qualitativement tout à fait motivante, à l'abri de l'ennui, à l'abri de la solitude, à l'abri, je dirais, de la passivité, évidemment à l'abri de la souffrance physique et morale dans la mesure du possible. Il y a là tout un travail à accomplir pour que nous puissions répondre à tous les problèmes qui attendent sur sa route un senior qui, ayant quitté sa vie professionnelle, a besoin, en effet, que les dernières années de sa vie ressemblent plus à un bel automne qu'à un début d'hiver avec le sentiment que la mort ne tardera pas. C'est évidemment un problème de société, mais les politiques ont le devoir de l'assumer. Les réponses sont complexes. Je crois qu'il y a plusieurs politiques qui doivent être de mieux en mieux organisées. Il y a, évidemment, la participation à la vie associative qui doit être le plus possible encouragée, aidée, soutenue. Il y a, j'en suis convaincu personnellement, le maintien à domicile, qui est un élément majeur. Il implique toute une politique du logement ou du relogement, pour que les gens puissent, dans la mesure du possible, rester dans une certaine forme d'autonomie, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient en dehors d'une sociabilité. C'est un point très important. Il faut aussi prévoir, quand les souffrances commencent, un très bon environnement médical. Enfin, quand la dépendance va venir, il faut pouvoir entourer la personne

âgée dépendante de la meilleure manière. Nous avons ici une chance : pour entourer la personne qui, soit en raison de sa maladie, soit en raison de sa dépendance, ne peut plus vivre toute seule, nous pouvons créer des emplois. Nous pouvons notamment faire appel à la jeune génération pour entourer la personne âgée. C'est là, au moment le plus critique, que l'on peut sans doute arriver à faire d'un risque une chance. C'est la chance de ramener auprès de la personne âgée – qui commence à traverser une période difficile – une génération nouvelle qui lui permettra de nouer de nouvelles relations et de rester, d'une certaine manière, active dans son lien social. Bien sûr se pose ici tout le problème de l'APA, de l'aide personnalisée à l'autonomie. Je ne vous cache pas que je suis un peu sens dessus dessous à ce sujet. Bien que je sois moi-même un président de conseil général, je ne suis pas toujours d'accord avec mes collègues qui protestent et disent qu'ils vont se ruiner avec l'APA. Je reste convaincu qu'il faut sans doute formater un peu mieux l'aide personnalisée à l'autonomie, l'allocation personnelle à l'autonomie, mais je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il faut rétablir le recours sur succession et toute une série de freins à l'obtention de l'APA. L'APA est en effet un plan d'aide à la personne qui se traduit par des heures de travail pour toute une série de personnes peu qualifiées et souvent jeunes, qui viennent ainsi créer du lien social, sans parler de tous les services qu'elles rendent, des services matériels autour de la personne. Je crois que nous devons tenir bon, même si l'APA doit être effectivement un peu recalibrée et si l'on peut demander des tickets modérateurs aux gens qui peuvent les payer. Tel est le deuxième défi, le défi de la qualité de cette vie qui se prolonge mais qui doit rester une vie avec sa part d'enthousiasme et, en tout cas, d'intérêt. À cet égard, je voudrais dire que nous devons, dès l'école, préparer les citoyens de demain à gérer leur patrimoine de santé. Je vous en ferai l'économie, car c'est un sujet dont vous êtes bien trop connaisseurs. L'école doit aussi, très tôt, arracher les citoyens au risque de la culture unique. Pour garder une vie épanouissante, il faut ne pas s'être complètement accompli et uniquement réalisé sur une seule dimension. Autrement dit, il faut cultiver, avec toutes ses capacités culturelles, artistiques, manuelles, des possibilités de maintenir jusqu'au bout des activités gratuites épanouissantes. Il n'est pas sûr que, dans notre univers scolaire, nous ayons fait toute la place à cette culture au pluriel qui permet ensuite de vivre pleinement les dernières années de sa vie en pouvant jouer sur plusieurs registres. Cela aussi relève du politique, cela fait partie du projet éducatif global. Pour terminer, je voudrais dire merci à l'Institut Servier, merci à vous tous de participer à une réflexion dont nous, les politiques, avons grand besoin. Sans vouloir soulever des fantasmes, je crois que si nous ne faisons rien, nous aurons droit à une sorte de révolte, un conflit des générations. Essayons d'imaginer tous les griefs que pourrait formuler un garçon qui aurait 20 ans en 2050, si d'ici là les regards n'ont pas changé. Il pourrait dire en substance : « Qu'est-ce que c'est un senior ? C'est le bénéficiaire d'une retraite qui se prolonge indéfiniment. On signe

## *Conclusion*

un contrat viager et on ne sait jamais quand cela va s'arrêter. Et on paie, et on paie, et on paie... Deuxièmement, c'est un inutile. Qu'est-ce que l'on peut en faire ? Qu'est-ce qu'il apporte à la société ? Troisièmement, c'est un piètre consommateur, à part des soins de santé. Il n'est même plus capable de voyager. En plus, il risque de devenir dépendant. Pis encore, c'est un accapareur de patrimoine. Tant qu'il n'est pas mort, il a un patrimoine autour de lui qui est un patrimoine stérile, qui ne sert à personne ». Il faut absolument que nous empêchions que se créent les conditions d'un pareil discours. Par exemple, nous devons introduire dans notre législation fiscale de fortes incitations à la mutation rapide des patrimoines. Il n'y a aucune raison, quand on est retraité, de garder tout son patrimoine alors que l'on peut très bien en transférer la propriété tout en gardant l'usufruit. Tout cela est fondamental si on veut éviter un conflit très vif et très nuisible au lien social et à la cohésion nationale que pourrait être un tel conflit des générations. Mais, grâce à vous, on l'évitera.

